

Projet de loi logement ELAN = DANGER !

(ELAN : Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique)

Marche actions-festives

dimanche 27 mai

RdV à 15h Métro Varenne (Paris)

Locataires, mal-logé.e.s, HLM, architectes ... tou.te.s menacé.e.s:

Le projet de loi logement ELAN discuté à l'Assemblée à partir du 28 mai présente de nombreuses régressions parmi lesquelles :

Le bail précaire de 1 à 10 mois • Le détricotage de l'encadrement des loyers • La vente de 40 000 HLM par an • la déconstruction de la loi SRU • La dérégulation des loyers HLM • Des menaces sur le bail durable en HLM • La quasi suppression des normes handicap dans le neuf •

Des normes de construction et de commande publique abrogées au détriment des habitants et des architectes • De nombreux cadeaux aux milieux immobiliers • L'accélération de l'expulsions des locataires les plus modestes. ...

ELAN c'est pour les spéculateurs, le logement cher et la financiarisation du logement

Après avoir amputé l'APL des plus modestes et les caisses des HLM, le logement social est menacé de marchandisation par ce projet de loi.

ELAN est un cadeau pour les milieux de l'immobilier, qui connaissent pourtant depuis 15 ans des profits exceptionnels, tandis que les loyers et les prix immobiliers et fonciers n'ont jamais été aussi élevés, aggravant ainsi la crise du logement.

Avec la loi ELAN, et les grands projets (métropolisation, Grand Paris, JO, ...) le gouvernement Macron veut attirer la finance mondiale dans nos métropoles, en Ile-de-France et à Paris, devenue la 3e ville la plus attractive du monde pour la finance mondiale, après Singapour et Londres.

Non, les traders exilés de la City, les fonds vautours, les prédateurs immobiliers genre "Trump Company" et autres spéculateurs internationaux et nationaux ne sont pas bienvenus, dans nos villes et nos quartiers, dans nos HLM et nos logements, dans nos vies !

NON à la loi ELAN !

Mais notamment POUR

- **Un droit à un logement décent, stable, accessible et bon marché, pour tou.te.s**
- **La réalisation massive de vrais logements sociaux et d'un service public du logement**
- **La baisse et l'encadrement des loyers, la lutte contre la spéculation immobilière et foncière**
- **Le relogement en cas d'expulsion, le respect des droits des mal logé.e.s et des sans logis**

1^{ers} signataires : APPUII, Bagagérée, CGT, CNAFAL, COPAF, DAL, FLC-adéic, INDECOSA, #RobinsdesAPL, SNUP Habitat, Union Syndicale de la Psychiatrie, ...

Avec le soutien de : EELV, ...